

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA VILLE DE SAINT-DIZIER

L'an deux mille dix-sept, le six octobre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de SAINT-DIZIER s'est réuni en séance publique salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Mme Elisabeth ROBERT-DEHAULT, Maire, en suite de la convocation faite le 28 septembre 2017.

Présents :

- Mme ROBERT-DEHAULT, Maire
- M. BOSSOIS, Mme DECHANT, Mme CLAUSSE, Mlle KREBS, M. KAHLAL, Mme ROBERT-DEHAULT, M. RAIMBAULT, Mme AUBRY, M. FEUILLET, Adjoints au Maire
- M. CORNUT-GENTILLE, Mme GARCIA, Mme DORKEL, M. SCHILLER, M. GARNIER J., M. CHARPENTIER, Mme BETTING, Mme COLLET, M. BONNEMAINS, Mme GUINOISEAU, Mme de CHANLAIRE, M. EREN, Mme PEYRONNEAU, Mme THIEBLEMONT, M. VAGLIO, M. LESAGE, Mme VARNIER, M. CORDEBARD, M. BOUZON, M. AMELON, Conseillers Municipaux

Excusés : M. OUALI, M. GARNIER P., M. LEBRUN, Mme ANGOT, Mme AYADI, Mme SAMOUR

Ont donné procuration :

M. OUALI à M. KAHLAL

Secrétaire de séance : M. VAGLIO

N° 131-10-2017

MOTION – TRANSFERT DE COMPETENCES DE LA PART DE L'ETAT

Rapporteur : Mme le Maire

Dans le cadre du Plan Préfecture Nouvelle Génération, et dans un souci d'améliorer la qualité d'accueil des usagers tout en recentrant ses services déconcentrés sur leurs missions prioritaires, l'Etat a décidé de confier aux communes le traitement des demandes de délivrance des cartes d'identité, à l'instar des passeports.

Ainsi, depuis le 28 mars 2017, les communes équipées d'un dispositif de recueil permettant la numérisation des pièces du dossier et la prise d'empreintes, soit seulement 10 communes en Haute-Marne, sont compétentes pour traiter ces dossiers pour tout usager, quelle que soit sa commune de résidence.

Cette évolution, seulement accompagnée d'une dotation de l'Etat de quelques milliers d'euros par dispositif de recueil, a induit pour les communes concernées une augmentation très significative du nombre d'usagers du service Etat Civil, impliquant pour la Ville de Saint-Dizier, une réorganisation des emplois du temps des agents publics, un nouvel agencement des locaux ou encore la mise en place de plages de rendez-vous afin de limiter l'attente des usagers et absorber la charge de travail supplémentaire ; ce nouveau fonctionnement étant d'ailleurs encore perfectible.

Ces charges et ces contraintes supplémentaires incombant aux collectivités territoriales contribuent à un sentiment général de dessaisissement par l'Etat de certaines missions à leur détriment. Si elles peuvent s'entendre du point de vue de la relation de proximité avec l'usager, elles ne doivent toutefois pas peser sur les charges communales, qui plus est dans un contexte inédit de fortes contraintes budgétaires.

Ce mouvement s'accompagne également du transfert des changements de prénoms et des rectifications d'actes d'état civil des tribunaux vers les communes. Il est appelé à s'amplifier encore à court terme, avec le transfert aux communes, dès le 1^{er} novembre 2017, de la procédure des Pactes Civils de Solidarité jusqu'à présent gérée par les Tribunaux.

Face à ces évolutions globalement subies, il est proposé au conseil municipal d'adopter la présente motion tendant à demander à l'Etat une meilleure prise en compte des contraintes financières, humaines et organisationnelles à l'occasion de ces transferts, et la mise en place d'une indemnisation pleine et entière afin de couvrir les charges nouvelles induites.

Le Conseil Municipal, après délibération, décide par **28 VOIX POUR – 2 CONSEILLERS NE PRENNENT PAS PART AU VOTE (M. BOUZON – M. AMELON)**, d'adopter les termes de cette motion.

Pour extrait conforme,

Pour le Maire et par délégation
Le Directeur Général des Services
Pierre-François GITTON